

Commission de la Marine.



Novembre - 1932.

1^{er} Passassin.

Pas de réunion de Commission.
Le linat tient des rianes de pure forme -

9 Nov.

1^{re} Réunion de la Commission.

Le Président (M' Rio) fait un exposé de la Situation.
Construction. Budget. Désarmement. Aéro-maritimes.

Plusieurs membres (M' le Bail. de Blais) signalent la
situation lamentable de l'Aéro. Maritime.

Le Président est chargé de voir les Ministres de l'Air & de
la Marine.

13 Nov.

M' Rio est appelé à examiner le plan français de
désarmement, à la Présidence du Conseil, à titre de
diligence suppléant.

16 Nov.

2^{de} Réunion de la Commission.

Examen du Rapport de M' Martin-Berthelot.
(Recrutement de l'Armée de Mer. & Réserves).

Rapport approuvé -

M' Rio fait un exposé de la situation des
constructions & de l'Aéro-Mar. (résultat de sa
visite à M' LEYgues) - On décide de faire confiance
à M' LEYgues jusqu'à la fin de l'année -

17 Nov.

La Com reçoit l'envoi de la délégation des Elèves
Elèves des Ecoles Techniques Sup^{rieures} de la Marine -

(Voir lettre du 21 Nov transmettant le dossier du Ministère
de la Marine)

23 Nov.

Commission

- Budget de la Marine. 1^{er} Examen. ^{par M. Rio} ~~rapport~~
- Désarmement. (Réduction). ~~Fera~~ un communiqué approuvant le plan français & demandant le maintien ^{des plans} ~~des plans~~ ^{nos - plans}

25 Nov.

10^h Visé du Salon Nautique -
(M. Rio -).

1^{er} Déc.

a) Vote de la Loi sur le Recrutement de l'Armée de Mer
(sans modification)

Voir officiel: Intervention de M. Rio.

b) Vote de la Loi sur les Légions d'Honneur & M^{les} Militaires
Crise Ministérielle -

20 D.

Ministre I. BONCOUR -

PARLEMENTAIRES EN MISSION

Hier dimanche, sont arrivés à Cherbourg, MM. Bergeon, sénateur des Bouches-du-Rhône, ancien président de la Chambre des Notaires de Marseille, et Martin-Binachon, sénateur de la Haute-Loire, industriel, maire de Pont-Salomon, tous deux vice-présidents de la Commission sénatoriale de la Marine Militaire. Ils ont été reçus par M. le Sénateur Cabart-Danneville, qui fait également partie de la Commission Sénatoriale de la Marine.

L'après-midi, ils se sont rendus sur différents points du littoral, puis ils ont rendu visite à M. le vice-amiral Le D'O, préfet maritime.

Aujourd'hui, ils seront rejoints par M. le commandant Lemonnier, de l'Etat-Major de M. le Ministre de la Marine, et visiteront, en compagnie de M. le docteur Cabart-Danneville, le sous-marin **Surcouf**.

Dans l'après-midi, ils se proposent de visiter la gare maritime et les installations de la Chambre de Commerce.

M. Martin-Binachon est le frère de M. Germain-Martin, ministre des Finances, et proche parent de M. Mesnil, de l'Institut Pasteur, notre compatriote d'Omonville-la-Petite. Ancien officier de Marine, il a jadis résidé à Cherbourg, quand l'escadre du Nord y était placée sous les ordres de M. l'amiral de Bois-soudy, et comprenait notamment le **Marengo**, le **Suffren** et le **Trident**.

1933.

Pendant les vacances, incendie du paquebot ATLANTIQUE.

11 Janvier.

1^{re} Réunion de la Commission.

Audition de M^r Meyer, Ministre de la Marine Marchande,
à l'ATLANTIQUE.

M^r Bergeon défend sa proposition tendant à donner
des pouvoirs d'enquête à la C^m de la Marine -
(discussion renvoyée à plus tard).

17 Janvier.

2^{de} Réunion.

Modifications au projet de loi relatif à la
Sécurité en Mer (Marine March.)

les représentants de la C. G.

**La commission sénatoriale
de la Marine
contre l'abaissement des crédits
concernant la défense nationale**

La commission de la Marine, réunie sous la présidence de M. Rio, a examiné les répercussions d'ordre militaire qui résulteraient du nouvel abattement des crédits envisagé pour la Marine. Après avoir entendu les explications de MM. Rio, Bergeon, le comte de Blois, M. Martin-Binachon et M. Fargeon, rapporteur du budget de la Marine à la commission des Finances, la commission :

Considérant que l'abattement demandé aurait pour effet : d'une part de compromettre l'entraînement et l'instruction de la flotte en service et de réduire dangereusement les stocks, d'autre part de ralentir encore la réalisation des programmes votés par le Parlement ;

Considérant que les nations étrangères poursuivent activement l'exécution intégrale de leurs importants programmes ;

Emet l'avis qu'il est impossible, sans compromettre la sécurité de nos intérêts maritimes et coloniaux, de pousser des réductions du budget de la Marine au delà du chiffre initialement prévu de 375 millions, qui représente déjà une réduction de 12 pour cent par rapport au budget précédent.

26 Janvier.

La C^m examine les conséquences
du projet de budget des Finances
(abattement de 123 millions pour la
Marine).

Elle émet l'avis ci-contre

← Un questionnaire, déposé par M^r Fargeon,
est envoyé au Ministre.

1^{re} Février.

M^r Rio est réélu président.

29 Janvier.

Chute. Crise ministérielle.
1^{er} Février. Ministre Daladier

Les compressions des budgets de la défense nationale

Les commissions sénatoriales de la marine, de l'armée et de l'air décident d'entendre le président du conseil et les ministres intéressés

La commission sénatoriale de la marine, présidée par M. Rio, a tenu hier une réunion à laquelle assistaient M. Messimy, président de la commission de l'armée, et le général Bourgeois, président de la commission de l'air.

M. Rio a donné lecture d'une lettre du ministre de la marine relative à la répartition de 123 millions de compressions de crédits demandés au budget de la marine par les nouveaux projets financiers.

A la suite de cette communication la commission, d'accord avec les présidents des commissions de l'armée et de l'air, a décidé qu'une délégation des trois commissions se réunirait pour entendre le président du conseil, ministre de la guerre, et les ministres de la marine et de l'air, sur les abattements de crédits aux budgets de la défense nationale.

Cette audition aura lieu avant que les projets financiers ne viennent en discussion en séance publique devant le Sénat.

8-2

Vote du Douzième de Mars

Le Sénat et la réduction des crédits de la défense nationale

MM. Daladier, Leygues et Cot ont été entendus hier par l'intercommission sénatoriale

12

L'intercommission formée des délégués des trois commissions de la défense nationale du Sénat s'est réunie hier, sous la présidence de M. Messimy, assisté du général Bourgeois et de M. Rio.

Elle a entendu le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre de la marine et le ministre de l'air sur les réductions de crédit incluses dans le projet de douzième de mars.

Les présidents des trois commissions ont exposé les raisons pour lesquelles ces dernières, dans un même sentiment, s'étaient émues en constatant, qu'à sept mois de distance, et contrairement aux engagements qui avaient été pris devant elles en juillet, les crédits de la défense nationale étaient à nouveau réduits, et cela sans qu'il semblât qu'un plan d'ensemble ait présidé à la fixation de ces réductions.

MM. Daladier, Leygues et Cot ont affirmé que lesdites réductions ne diminueraient pas la valeur défensive de nos armées et seraient, au contraire, l'occasion de la réalisation de réformes profondes dans leur organisation.

Ils se sont engagés à déposer dans un très bref délai ces projets de réorganisation, convaincus qu'ils sont qu'aucune économie nouvelle sur la défense nationale ne peut être réalisée par simple compression des crédits dans le cadre existant.

Après un débat auquel ont pris part MM. Martin-Binachon, Tissier, Lemoigne, René Besnard, Lémery et Gaston Menier, l'intercommission a décidé que le débat continuerait aujourd'hui, hors de la présence des ministres, dans chacune des commissions, de l'armée, de la marine et de l'air.

L'enquête au Sénat sur les sinistres du « Georges-Philippart » et de l'« Atlantique »

La sous-commission instituée par la commission de la marine du Sénat, afin de collaborer à l'enquête sur les sinistres maritimes du « Georges-Philippart » et de l'« Atlantique », s'est réunie hier.

Après avoir pris connaissance du rapport de la commission constituée par le ministre de la marine marchande et du rapport nautique sur les responsabilités, elle a décidé :

1° De réclamer communication des procès-verbaux des dépositions ; 2° d'entendre les représentants du comité de défense des sinistres ; 3° de se rendre à Marseille dès le retour du paquebot *Aramis* construit sur les mêmes plans que le *Georges-Philippart* pour poursuivre ces études sur place.

La sous-commission composée de MM. Bergeon ; Cabart-Danneville ; Gasnier-Duparc ; Lémery et Tissier, a désigné M. Bergeon comme président et M. Lémery, comme rapporteur.

6 Finis.

M^r Rio envoie une lettre au Ministre demandant la répétition des 123 millions d'abattement -

8 Finis.

Reunion de la Commission.

(vendeur du jour fait) -

la C^a n'a mentionné les favorable au projet leu grand terrain
ou à un projet intermédiaire.

Visite des Prèsidents ^{de C^{on}} aux chantiers Briquet-
(M^r Rio - M^r Martin - Briachon) -

(M^o Rio - M^o Martin - Priachem) -

Remise d'un questionnaire à M^{re} Luygues. (Voir Correspondance)

by Finia.

14 Finis.

Réunion d'une intercommunion composée de
12 membres de chacune des C^{us} Amis Marins, Ai.

Audition du P.^r du Conseil - M^r Saladin.
du Ministre Marinis - M^r Legoux
 — au — M^r Rio.

Objet: Réduction des crédits militaires -
Von P. V. joint

M^r Rio fait un exposé historique sur
les conséquences de l'abandonnement par le Gén^l

Il pose des questions au Ministre qui répond assez
vaguement: - La construction de Montargis -

- La construction de Munksgaard.
- La mort des croiseurs norvégiens en Arctique.
- ~~Le~~ Les stocks sont évidemment incomplets.
- Les indices des récoltes sont suffisants.

M'ho conteste.

M. CoA declare qu'il y a une gabegie énorme à l'En-

Fin

de la première page)

Les protestations des Commissions

Coup sur coup, trois amendements sont déposés. Emanant des trois présidents des commissions de la Défense Nationale, MM. Messimy, Rio et le général Bourgeois, ils demandent une réduction de quelques centaines de francs sur les crédits de la Défense Nationale. C'est la seule manière par laquelle le Sénat, qui n'a pas l'initiative financière, peut faire savoir au gouvernement qu'il ne se contente pas des crédits qu'on lui a demandés et qu'il en réclame l'augmentation.

Etrange chinoiserie parlementaire, qui fait d'une demande de réduction une manifestation de volonté pour une augmentation de crédits.

Le premier, M. Rio, président de la commission de la marine, fait ressortir avec force les conséquences du projet sur nos armements maritimes.

Les constructions neuves vont subir un nouveau ralentissement. L'exécution du programme naval est déjà en retard de plus d'un an. En effet, le *Dunkerque*, après d'insupportables retards, n'a été mis en chantier qu'en novembre 1932. La tranche de 1932 n'a pas encore fait l'objet d'appels d'offre ; sera-t-elle même mise en chantier en 1933 ?

Certes, il est facile de reporter les difficultés sur l'avenir ? Mais j'estime qu'il faut regarder les choses en face et faire cette année l'effort qui s'impose.

M. Rio indique ensuite que l'Italie vient d'annoncer la construction de deux nouvelles tranches de 15.000 tonnes. L'Allemagne met chaque année sur cale un *Deutschland*. En 1936, elle aura trois de ces unités en service.

Devant les constructions de nos voisins, nous ne pouvons faire moins que de continuer notre modeste programme de remplacement des unités vieillies.

Le président de la Commission de la marine conclut ainsi :

Nous n'avons pas que des frontières terrestres. C'est à la flotte à assurer la sécurité de nos frontières maritimes. En marine on ne peut improviser.

Après ce discours, avidement écouté, fermement applaudi, la parole est au général Bourgeois, président de la commission de l'air.

Fin
↓

Les crédits militaires

A la demande de la commission, on aborde alors l'article 1^{er}. C'est dire que la question des crédits militaires entre en discussion. M. Rio, président de la commission de la Marine, monte à la tribune.

— La commission de la Marine, dit-il, ne veut pas que l'outil forgé pour la défense maritime soit affaibli ou émoussé. Elle insiste pour que les constructions continuent au rythme prévu, notamment en ce qui concerne la tranche du programme naval et le *Dunkerque*.

Peut-on modifier le programme naval ? On en a parlé à la Chambre. Peut-on remplacer la construction de certains croiseurs par celle d'un vaisseau de ligne ? Je crois qu'il n'y aurait, à cela, que des avantages, mais peut-on, en quelques semaines, modifier tous les plans de construction ?

En ce qui concerne les cadres et les effectifs, les compressions de dépenses sont impossibles. Il faudra faire jouer les crédits d'anticipation ce qui nous amènera à payer plus cher aux chantiers de constructions.

Mais la question n'est plus entière. M. le président du Conseil ayant porté la question du plan technique sur le plan politique, en posant la question de confiance à la Chambre.

M. Daladier, président du Conseil. — Je la poserai aussi au Sénat.

Dans ces conditions, réplique M. Rio, rassuré sur le compte des constructions neuves, nous nous inclinons, laissant au gouvernement la responsabilité d'une procédure coûteuse.

M. Messimy, président de la commission de l'armée. — Le Sénat a affirmé sa volonté que rien de vital ne soit touché dans notre défense nationale, et qu'aucune économie nouvelle ne soit effectuée sans l'établissement d'un programme.

« Soucieuse de ne pas faire de politique, la commission de l'armée prend acte des déclarations empreintes de patriotisme faites par le chef du gouvernement au Sénat et à la Chambre.

C'est au tour du général Bourgeois, président de la commission de l'air à prendre la parole.

— La tactique aérienne, dit le général Bourgeois, a évolué depuis la guerre, ce qui a entraîné une évolution dans le matériel. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que des tâtonnements aient eu lieu.

« Si l'on arrête les commandes, on créera du chômage. Il faut poursuivre »

M. de Blois, qui a repris l'amendement de M. Rio, voté en première lecture par le Sénat, abandonné cette fois par le sénateur du Morbihan et demandant à réduire, à titre indicatif, de 500 francs les crédits de la marine, demande si le Sénat va se déjuger.

Après intervention de MM. Eccard et Martin Binachon, la parole est donnée au président du Conseil.

M. Daladier. — Je tiens à exposer la position du gouvernement ; il ne s'agit pas dans ma pensée d'un débat politique, mais d'un arbitrage entre les deux chambres. C'est pourquoi j'ai décidé de poser la question de confiance.

Lors de son dernier vote, le Sénat a voulu dire qu'il ne fallait plus procéder à des réductions de crédit sans effectuer des réorganisations. Le mois de mars ne s'écoulera pas sans que les projets de réorganisation aient été déposés. Mais ce sont des problèmes de doctrine qui viennent d'être portés à la tribune.

Parlons de l'aviation. Nous dépensons des sommes supérieures à celles que dépensent les autres pays d'Europe, et l'on y vient dire que la sécurité de notre ciel n'est pas assurée. Que pensera le pays ? (Applaudissements).

Il y a une maison où il faut mettre de l'ordre dans les choses et dans les esprits. (Applaudissements). On n'a jamais su choisir entre la politique des prototypes et celle des constructions de séries. Il en est résulté un gaspillage auquel il convient enfin de mettre fin.

(Vifs applaudissements à gauche et sur divers bancs.)

J'ai la conviction que l'on peut aller plus loin encore dans la réduction des crédits de l'aéronautique. Mais pour cela il faut introduire dans le ministère de l'Air, encore jeune et dépourvu de traditions, l'ordre et l'énergie (très bien). Nous n'oublions pas les erreurs de 1914. Cette erreur colossale de la doctrine de l'offensive à outrance...

Voix à droite. — Cela n'a aucun rapport avec la question.

Le président du Conseil. — On a fait allusion tout à l'heure aux fautes de 1870 et de 1914. J'affirme et je veux affirmer qu'en face des erreurs colossales de l'état-major, le Parlement a fait tout son devoir. C'est le Parlement qui a exigé les mitrailleuses. M. Caillaux avait, après Agadir, demandé la construction d'une artillerie lourde qui nous a bien manqué en 1914. (Applaudissements à gauche).

La question de confiance

« Que l'on ne fasse pas de propagande de la peur, s'écrit le président du Conseil aux applaudissements de la gauche. J'ai la conviction que mon pays est assuré de pouvoir se défendre. Je n'ai aucune inquiétude pour la sécurité de la patrie. C'est avec cette certitude profonde que je pose la question de confiance.

M. Millerand à la tribune

M. Alexandre Millerand a la parole. — Le gouvernement, dit-il, demande au Sénat de se déjuger sans lui avoir apporté pour cela de motifs techniques. On ne nous a pas prouvé qu'une réduction des crédits n'offrait pas d'inconvénients.

« Deux doctrines se heurtent : l'une affirme que le désarmement de la France constitue la plus grande garantie de la paix. L'autre, au contraire, affirme que la force de l'armée française est, en Europe, la seule garantie de la paix.

« Le gouvernement se prononce pour la première contre la seconde.

« Le Sénat a sa responsabilité à prendre sur cette question vitale. (Très bien sur de nombreux bancs).

Le président du Conseil. — Personne n'a jamais soutenu que le désarmement de la France soit la meilleure garantie de sécurité. Les orateurs du parti auquel M. Millerand appartient... (Rires).

M. Alexandre Millerand. — Et que j'ai abandonné pour des raisons d'ordre national.

Le président du Conseil. — ...soutiennent que la sécurité doit naître d'un désarmement simultané et efficacement contrôlé de toutes les nations (Très bien). Quel patriote peut réprouver une pareille thèse ?

M. Caillaux expose que, par 15 voix contre 13, la commission des Finances a donné son adhésion à la thèse du gouvernement.

— La discussion, dit-il, reviendra devant la loi de Finances. En outre, nous retenons l'engagement pris par le président du Conseil de nous saisir des demandes de crédits nécessaires, s'il en voyait la nécessité en cours d'exercice.

« Enfin, la commission des Finances, qui se préoccupe autant qu'aucune de la Défense nationale, ne peut pas oublier que le salut du pays dépend aussi de la restauration de ses finances.

« Cette considération lui dicte son vote dans la discussion qui est engagée alors qu'il s'agit de réaliser une économie appréciable. (Très bien). »

M. François Saint-Maur. — Il s'agit non d'un problème technique, mais d'un problème politique. Cette considération guidera mon vote.

Le vote

L'amendement contre lequel la question de confiance est posée est repoussé par 180 voix contre 118.

En conséquence, les réductions de crédits militaires proposées par le gouvernement sont adoptées. La séance est suspendue jusqu'à 15 h. 30.

15 Février.

Les Commissions décident de proposer une réduction de 100⁰ pour les crédits militaires.

16 Février.

La C^m des Finances entend le P^r du Conseil et par 14 v. contre 10 accepte la réduction des crédits.

17 Février

La C^m de la Marine charge son Président de protester contre la réduction des crédits de la Marine.

21 Février.

Débat au Sénat.

Voir Officiel.

Vigoureuse intervention de M^r Rio - très applaudie.

La réduction est repoussée. (169 v. contre 117).

24 Février.

La C^m décide de ne pas insister sur la question de confiance et pose, chaque membre prenant un vote.

27 Février.

Intervention de M^r Rio. Voir Officiel.

La réduction est acceptée. 190 v. contre 118 - la question de confiance ayant été posée.

15 Mars.

Séance de la Commission.

M^r Bergeron expose la question du PHILIPPIN.

M^r le D^r est chargé de la question de l'Aï.

22 Mars.

Présidence de M^r Bergeron.

Exposé de M^r Buisson sur la France.

A

Réponses:

Avril.

~~Voir Off~~

Vacances.

Lettres de Paris, M. P. int.

Voir réponses

M. Luch

Ministre Marin.

{ Lettre adressée au Ministre. 13 Mai.
{ Réponse du 15 Mai. du Ministre. (voir archives).

Avril -

Vacances de Pâques.

Un projet de voyage au MAROC doit être abandonné, le Sénat renvoyant le 2 Mai pour le budget - Le voyage n'aboutit à un voyage privé de DEGRASSE. (M^r Aio, M. Din., Danduyt, Cabot, Vergnion, Ternin) -

Mai - 8 -

Vote du budget de la Marine -
Interventions de M^r Bergeon.
Aio.

Voir Officiel du 9 -

11 -

Réunion de la Commission de la Marine pour examiner l'attitude sur l'article 119 A (réduction de 5% de toutes les dépenses de matériel de l'Etat) et l'article 25. (contrôleurs de la Marine)

Longue discussion sur l'article 25. Le Sénat décide de le repousser malgré avis de M^r Martin-Dinache.

Discussion sur l'Art 119. On décide d'envoyer au Ministre. (voir lettre du) pour avoir des précisions qu'il n'a pas données à la Tribune.

Contre-réunion de la Commission sur l'art 25. (texte de M^r Martin-Dinache accepté) -

Art 119. décide de protester -

Dépôt d'un amendement)

10
Officiel du 20 Mai - page 1010 et suivants.

N° 108 (rectifié)

17 mai 1933.
18 mai 1933.

SÉNAT

ANNÉE 1933
Session ordinaire

Loi de Finances.

Art. 118 A.

AMENDEMENT

*Au projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
portant fixation du budget général de l'exer-
cice 1933,*

(Voir les n° 259, 260, a et b, nouvelles rédactions de la Commission, année 1933.)

PRÉSENTÉ

Au cours de la discussion

Par MM. RIO, BERGEON, MARTIN-BINACHON, LE BAIL,
Louis TISSIER, LE MOIGNIC et CABART-DANNEVILLE

Sénateurs.

LOI DE FINANCES

ARTICLE 118 A

*Après le deuxième alinéa de cet article, ajouter les
disposition suivante :*

« Seront exceptées également de cette réduction les dé-
penses afférentes aux chapitres 20, 26, 30, 33, B, D, I et J du
budget de la Marine militaire. »

22251

PARIS. — IMPRIMERIE DU SÉNAT, PALAIS DU LUXEMBOURG.

adopté

Voir officiel du 17.

Mai 19 -

Discussion de la loi de Finances.
Vai art 25 - (Officiel) repassé.

Art 119 A - vai officiel des
Intervention de M. Rio, dont l'amendement
est ~~entier~~ adopté.

Juin -

14.

Commission.

- Avis de M. Berges sur projets récapitulatifs.
- C^{te} de M. Hachette sur câbles marins.
- ~~Avis de~~ ^{Dépôt d'un} Proposition de loi sur monopole du pétrole.

21.

Commission.

Avis de M. Le Bail sur Organisation du H. de
C'AIR (vai avis)

Avis adopté après long débat (Ténia).

[Création d'un Sous-comité de 6 m.
Rio. Berges. M.D. - T.L.D. Hach-
pour étude.]

27.

Débat sur Ministère de C'AIR.

Vai officiel du 27

Intervention importante de M. Rio.

Déclarations des 2 Ministres.

Juin.

27 au 3 Juillet - Voyages de M^r Piquen -
Cabot. Le Gugen - Martin Pin, Cabot.
au Maroc : Algérie
(Association des Grands Ports Français)

Juillet.

5 -

C^o de la Marine.

M^r Rio signale que la Marine va
arrêter les travaux de ports à combustible.

Audition commune aux Armées
du 9^e Mérimy. 2/1, défense Afrique du
Nord.

9^e Mérimy signale insuffisance
des défenses des côtes de Alger. Oran. Casa.
Demande que la Guerre aide 15 millions.

Décidé que les 1^{ers} Présidents de M. Piquen
aient donné le Président du
Conseil —

7.

7 8 -

Vote de la loi sur les ports des
littoral.

8 -

Clôture de la Session.

Envoiy à M^{re} Berger (Touin) rapport au travail -

par

M^r Hachette fait lui-même un rapport -

- il conclut à l'insuffisance des moyens de défense
en Manche -

Intersession - (vacances 1933)

17. 22 Aout.

Visite des Centres d'Airs. Province
du BÉARN-TESTE

par M^{rs} Timier & Bergeon

accompagnés par L^r F. Lemaire.

Visite BÉARN-TESTE - S^t Raphaël. Cues. Bess.
(M^{rs} Timier continue seul)

2 Septembre.

Visite de Cherbourg par M^{rs} Machet & Labat. Pannier.

Nota: { Aucun rapport n'est fait au l'Aéro. M.^m.
 { Il est décidé que la question sera portée à la prochaine -
 (elle l'a été lors des votes des lois sur le M^m de l'Aéro (Cridat M.^m)
 (Fin 34)

on demande au Ministère de l'Aéro sur les commandes de 1934.
 la composition des commandes pour l'A. M. en 1934.

Session 6^e Trimestre 1933.17 Octobre -

Reunion du Parlement.

24 Octobre -Commission de la Marine.

Distribution de Rapports - (Marin Marchand).

M. Lemery signale les armements étrangers -

M. P.^d résume les travaux de la S/Commission de l'Aéro.3 Novembre.1^{re} Réunion de la S/Commission de l'Aéronautique (1^{re} Réunion)

Présidence M. Bergeron -

- M. Hachith lit un rapport sur la 1^{re} Région:

- (Bases suffisantes mais pas d'aviation).

8^e Novembre -2^e Réunion de la S/Commission -

Présidence M. Rio - qui propose de décider

On décide d'en l'abandonnement des travaux de la C²On décide d'en référer à la C^m plénière (de proposer une interpellation).14 Novembre -Exposé de M. Rio sur la mise à donner aux travaux de la S^mOn décide d'interpeller le Gov^d sur la situation de l'Aéro. M^m.Entendus en Comité Officiel la C² l'Aéronautique l'après-midi sur l'état de l'Aéro. M^m - (un compte rendu donné).

voir Cefhe au Ministre de la Marine -

13 Décembre.

Lecture du Rapport de M^r Tisserand sur l'Ac^m
Maritimes: M^r Tisserand critique la situation du matériel
volant, et de la femme CA., dit que les bancs sont trop nombreux.

20 Décembre.

M^r Rio demande - ce qu'il convient de faire
pour l'audition priée du Ministre.

Décidé, le Parlement n'attendant en vacances les
de renvoyer à plus tard l'audition et de ^{demandes} ~~renvoyer~~ les
~~questionnaires écrits au M~~ réponses écrites au Ministre.

Rapports sur la M^r Marchande.

foo

24.

Fin de la session.

Fermé l'avis de la C^m de la Marine sur le Projet de loi
de l'Ac^m M^r Berger.

Voir Riponnes du Ministère de la Marine du 6 Janvier.

Lettre au Min. de la Marine le priant de venir devant la C^{te}.
 Riponnes du _____ acceptant.

1934.

14 Janv. - Reçu ripenses des Ministres de la Marine.

24 } ^{écrite}
 Fait tirer à 50 ex. ces ripenses - (en éliminant passages trop confidentiels (chiffres) -
 Envoyé sous pli (à la signature du Ministre) à chacun des membres de la Commission une copie nominative.

26 Janv. - Réunion de la Commission - (pas de changement)
 Réélection du bureau -

28 Janv. - Chute du Ministère Chautemps.

31 —
 - 1^{re} Réunion de la C^m ~~plénière~~ (nombreux assistants).
 - Lecture des ripenses du Ministre -
 Discussion -
 La C^m - non satisfaite par les ripenses du M^{re} qui elle juge optimistes - décide de convoquer sans tarder -
 c.à.d. pour le 7 F^v, le Ministre devant la Commission -
 ainsi que la V.A. C.E.M.G. -

7 Fév. - Le Gov^t diminue - à la suite de l'incident du 6 au soir -
 La C^m se réunit pour des questions de Marine Marchande.

21
Voici : Lettre des Ministres - envoyant l'ordre des jour.
- communiqué l'ordre des jour.

" LA COMMISSION SENATORIALE DE LA MARINE s'associe à l'unanimité aux motions votées les 15 et 17 Février par les COMMISSIONS DE L'ARMÉE ET DE L'AIR, rappelant l'impossibilité, pour la France, de réduire davantage ses forces défensives, dans l'état présent de l'Europe et du Monde.

Elle estime en particulier que notre Marine ne devra pas être affaiblie tant qu'un accord établissant un régime de solidarité internationale efficace et prévoyant une réduction générale des flottes ne sera pas conclu.

Elle demande, en conséquence, que les programmes de la Marine soient réglés au plus tôt pour assurer, jusqu'à ~~nouvel ordre~~, le maintien de la flotte française à son niveau ~~actuel~~. "des nécessités de la Défense Nationale."

La défense du littoral de la Manche au Sénat

Une intervention du D^r Cabart-Danneville

Au cours de la séance de mardi soir, M. le docteur Cabart-Danneville, membre de la Commission sénatoriale de la Marine, a appelé l'attention de M. le Ministre de la Marine sur la défense du littoral de la Manche. Voici en quels termes :

M. Cabart Danneville. — A propos de l'article qui nous est soumis, je voudrais présenter à M. le Ministre de la Marine deux brèves observations.

D'abord, une observation relative à l'insuffisance de nos moyens de défense maritime de la Manche.

Lors de la dernière réunion de la Commission de la Marine, nous avons attiré votre attention sur ce point, M. le Ministre, en vous donnant des précisions qu'il serait superflu et contre-indiqué, du reste, de donner à cette tribune.

Ce n'est, en tout cas un secret pour personne que nos intérêts maritimes et nos côtes de la Manche ne seraient pas à l'abri d'une menace des Deutschland et des six croiseurs allemands. Nous ne sommes plus dans la situation de 1914. Nous ne pouvons compter sur une intervention immédiate de la flotte anglaise. Il est indispensable de donner à nos populations inquiètes la certitude que nous sommes en mesure d'assurer nous-mêmes la sécurité de nos très importants intérêts maritimes de la Manche.

En attendant d'entrée en service du Dunkerque et des croiseurs de 8.000 tonnes qui renforceront notre situation navale, Mais seulement en 1937, nous vous demandons, M. le ministre, de prévoir dans la réorganisation à laquelle vous comptez vous attacher et pour laquelle notre concours vous est acquis de prévoir dans les plus brefs délais un renforcement de nos moyens navals, aériens et cotiers de défense de la Manche. Ceci nous paraît d'autant plus facile que nous y avons des bases puissamment organisées.

La deuxième observation, M. le Ministre, est relative à une commande faite récemment en Allemagne par vos services, d'une grue destinée à l'achèvement du Dunkerque. Cette commande qui a vivement ému nos constructeurs, comporte entr'autres inconvénients un grave risque. Si pour une raison quelconque, l'industrie allemande ne livrait pas à la date prévue le matériel commandé, la construction de notre seul croiseur de ligne ne serait-elle pas arrêtée, ou tout au moins retardée ?

C'est là, une question, M. le Ministre que je tenais à signaler à votre attention.

M. Piétri, ministre de la Marine, dans sa réponse à M. le docteur Cabart-Danneville, a reconnu exact que les moyens de défense de la Manche sont insuffisants. Il a indiqué qu'un projet de loi a été préparé, qui tend à remédier à cette situation et à rajeunir toute notre aéronautique maritime.

En ce qui concerne le second point qu'a abordé M. Cabart-Danneville, a poursuivi le ministre, il est vrai que l'industrie française n'ayant pu fournir le type de grue nécessaire pour certains travaux de construction du Dunkerque, l'administration de la Marine a dû s'adresser à l'industrie allemande en utilisant le système des prestations. Mais la fourniture de la grue en question n'est pas une condition sine qua non de l'achèvement du Dunkerque et au besoin, les grues que nous possédons pourraient servir.

NOTRE SÉNATEUR

EST-CE LA DU LAC ?

Tandis que sur
on assiste à la c
tique qui intrigue
nier, délaissant
n'a-t-il pas regag
souterrain pour
plage de Quercy

Toujours est-il
long de 7 m. 50 à
la dernière tempé
tie de la plage d
bout du champ d

Le monstre a
chers qui bordent
ganes intérieurs
contenir un tom
mètres de cet en

Ce poisson, d
possède une pe
corps par un lo
nageoires et sa
de long poils. L
bleuâtre.

Malheureusement
assez difficile, ca
déjà commencé
tamment la tête

Nous avons s
concitoien, M.
une épreuve pho
cadavre. M. Cor
sur la nature e
marin qui para
espèce inconnue

La réouve du Théâtre à eu

Ce fut un
constances se
ficiel qu'elle
d'autres tem
le grise et
Pathé cons
beaux effor
Cherbourg
du confort

La nouve
plutôt, car
rons pas à
lieu de pla
ment mont
notre Théâ
paré intérie
naissance, l
commande
se et réus
Maignan,
pitale.

Réalisation
direz-vous. C
poraine, il en
lignes; mais
table, où l'o
et dont l'op
tissement.

Dans c
tion heu
d'élargir
gard en

mière
mation
La lu
mago
7.000

mièr
et s
les
me
ret
rep
lep

fac
pa
d'

21 Février.

Crédit du Ministère de la Marine.Voté communiqué - 4^e ordre du jour.

Nota: cette audition est marquée par de longues interventions de M^r Tissier en faveur du maintien de l'Acio. Maintenu à la Marine.

Président: A^r Durand-Viel.A^r Darlan - C^r Barth.

Résumé 2: Ministère développe les dépenses ci-dessous.

- Annence projet de loi spécial sur les comb^{ts} liquides.
- Tranche 1934 en préparation.

Interventions principales:

• M^r Tissier - voir plus haut.

• M^r Martin-Brisach - demande maintien jusqu'à nouvel ordre du personnel marin de les ex. ^{elles} autonomes.

• M^r Hachette - demande si ce M^r a tout ce qu'il lui faut.

• M^r Rio - demande qu'on ne dépense pas d'argent pour des appareils de modis.

• G^{ral} Menimy - insiste pour dépenses de l'atlabanca.

• G^{ral} Durgeis - accord pour l'Acio c'est à M^r à la Marine.

25 Février.

M^r Rio envoie une lettre au Ministère pour lui résumer l'état d'esprit de la C^m & ~~se~~ remerciements pour l'audition.

28 Février.

Discussion du budget - (projet de loi exceptionnel)

voir intervention de M^r Rio.- de M^r Cabart-Damille.

Voir: Lettre du Ministre - envoyant l'acte des fins.
- communiqué l'acte des fins.

La Commission des finances a l'honneur de vous adresser ci-joint le projet de loi relatif à la suppression de la taxe sur les loyers, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale le 15 juillet 1935.

Le Ministre des Finances, Albert Sarraute.

Le budget repart pour la troisième fois au Sénat, et la Chambre suspend sa séance et la reprend quelques instants plus tard, pour discuter le projet de loi tendant à la modification des droits de douane par décret.

M. Lamoureux, ministre du Commerce, déclare qu'il n'est pas question de supprimer les contingents; mais que les décrets permettent parfois d'éviter ce procédé brutal. Il demande à la Commission des Finances d'étendre à quatre mois le délai prévu pour la ratification des décrets par la Chambre.

MM. Henry Le Mire, Quertel et Gustavi- no déclarent qu'ils voteront le projet.

M. Moch combat ce dernier.

M. Le Mire reprend et fait adopter l'amendement suggéré par M. Lamoureux et tendant à faire ratifier les décrets dans les quatre mois après le 15 novembre.

M. Gustavino ayant fait entendre le nouveau régime à l'Assemblée, l'article unique est adopté.

Budget
Chambre et le Sénat
été renvoyé à cinq reprises
et les deux Assemblées
ont été adoptés définitivement
le matin à 6 h. 45
15 % sur les loyers est supprimée
jusqu'au 1er juillet 1935

Le budget repart pour la troisième fois au Sénat, et la Chambre suspend sa séance et la reprend quelques instants plus tard, pour discuter le projet de loi tendant à la modification des droits de douane par décret.

M. Lamoureux, ministre du Commerce, déclare qu'il n'est pas question de supprimer les contingents; mais que les décrets permettent parfois d'éviter ce procédé brutal. Il demande à la Commission des Finances d'étendre à quatre mois le délai prévu pour la ratification des décrets par la Chambre.

MM. Henry Le Mire, Quertel et Gustavi- no déclarent qu'ils voteront le projet.

M. Moch combat ce dernier.

M. Le Mire reprend et fait adopter l'amendement suggéré par M. Lamoureux et tendant à faire ratifier les décrets dans les quatre mois après le 15 novembre.

M. Gustavino ayant fait entendre le nouveau régime à l'Assemblée, l'article unique est adopté.

21 Février.

Arrestation du Ministre de la Marine.Voi communiqué - 4 ~~pages~~ du jour.

Nota: cette arrestation est marquée par de longues interventions de M^r Tisserand en faveur du maintien de l'Acad. Maritime à la Marine.

~~si~~ assistaient: A^r Durand-Viel.

A^r Darlan - C^r Balth.

Résumé 7: Ministre d'Alger les dépenses écrites.

{ Annonce projet de loi spécial sur les comb^{ts} ligues.
 ——— tranche 1934 en préparation.

Interventions principales:

• M^r Tisserand - voir plus haut.

• M^r Martin-Michaux - demande maintien jusqu'à nouvel ordre du personnel marin de les ex^{er} - autonomes.

• M^r Hachette - demande si le M^r a tout ce qu'il lui faut.

• M^r Rio - demande qu'on ne dépense pas d'argent pour des appareils diodes.

• G^{ral} Meninny - insiste pour dépenses de l'atlabanca.

• G^{ral} Durgeis - accord pour l'avis de A^r M^r à la Marine.

25 Février.

M^r Rio envoie un lettre au Ministre pour lui résumer l'état d'esprit de la C^m 4 ~~pages~~ remerciements pour l'arrestation.

28 Février.

Discussion du budget - (projet de loi exceptionnel)
~~voir~~ Voir intervention de M^r Rio.

———— de M^r Cabart-Danneville.

4 Mars -

Réunion de la Commission.

Designation de rapporteurs:

M^r Martin. Bouchon pour la tranche.

Hacheth	}	programme des 3 milliards
Bugeon		

à la Dⁿe Nationale.

7 Mars.

Réunion de la Commission de l'Armée.

(M^r Rio anist)

Il y est question du Haut-Commandement.

19 Mars -

Le Gov^t décide de ne pas demander le vote
de la tranche ni du projet spécial -

12 Mars. 15 Mars.

Fin de la session.

Voir { Circulaires du Président.
Lettre sur M^r de la Maurie du ~~30~~ ³¹ Mai -
Note personnelle -

Intercession. Mars Avril 1933.

24 Mars - 8 Avril -

^{à bord du}
Croisière des "MEXIQUE"

Prisenti: { M^{re} Martin - Duval
M^{re} Ténier.

8

Itinéraire: S^t Nazaire - Tanger - Casa -
La Luc - Ténieriff - Madrie - Casa. S^t Naz.

L'A^l de Penfentenga vient à Tanger.
Lent M^{re} Ténier l'accompagne.

Voiri - Pat - Gyantey - (port. & Mchedyah)

- Rabat - (clini chy le Résident)

- Casablanca. (pave à marant. battentis).

Manakuch (sans l'Amiral)

reçu par le g^{al} Catroux -

~~Schmidt~~

- Bitte an Ministerien um mich an voyage an Mars -

Pession Mai Juin 1934.

15 Mai -

Rentrée du Linat.

23 Mai.

Commission de la Marine.

Examen de la situation:

Le Président rend compte de sa visite à
M^{rs} DOUMERQUE & PIETRI -

Il rappelle l'état des projets en instance
devant le Parlement -

Compt. rendu des voyages au Maroc par
M^{rs} M. B. & Timier -

16 Mai -

Voyage à Brest avec M^r Hachette -

les ports à marée.

Laminar.

à DUNKERQUE.

20 Mai -

Commission de la Marine -
(Loi Tasso -).

5 Juin -

Commission de la Marine -

M^r Bergeron lit son avis sur le projet de loi de
l'Armée de l'Air - (adopté).

Voir avis.

La C.^{te} décide de n'accepter le vœu de
l'amendement prévu à l'article 1^{er} que si le
Ministre de l'Air donne des assurances formelles
à cet égard -

28

Le 4 Juillet 1934

La COMMISSION SENATORIALE DE LA MARINE s'est réunie sous la présidence de M. RIO.

Elle a entendu M. PIETRI, Ministre de la Marine, sur le projet de loi de tranche navale actuellement en instance devant le Sénat. A cette occasion, le Ministre a fourni à la Commission des explications sur la position que la France compte prendre dans les prochaines conversations navales.

Après un échange de vues auquel ont pris part M.M. BERGEON, MARTIN-BINACHON, TISSIER & LEBLANC, la Commission a vivement remercié le Ministre de la Marine de son très intéressant exposé, et lui a demandé, entre autres suggestions précises, de maintenir fermement dans les prochaines négociations le principe de la relativité des flottes fondé sur les statistiques établies à Genève en 1932.

19 Juin -

Vote de la loi sur l'Armée de l'Air -

Voir P.O. -

L'amendement de la C^{te} de la Marine est retiré
le Ministre de l'Air ayant été favorable -Voir interventions M^r Bergeon - en particulier sur l'af.
Tunis -

20 Juin -

Commission de la Marine

pour examiner le projet sur les Crédits Militaires -

Rapport de M. Hachette -

Bergeon -

Quelques observations sont présentées par M^r de Kerquer

2

1 Tunis -

28 Juin -

Débat (1 adoption) - des crédits militaires -Voir Avis de la C^{te} de la Marine -de M^r Bergeon - Hachette -

Questions traitées	} Ensemble de la période -	
		Airs -
		Défense des côtes -

30 Juin -

C^{te} de la Marine -Adoption du projet d'appel de
M^r Martin - Recruter sur la tranche navale -
1934 -M^r Bergeon présente une observation sur la
3^e Armée -

4 Juillet -

Audition du Ministre de la Marine -

sur Tranche Navale,

(Conférence de 35.

2 Observations présentées par M^r Bergeon, M. Brinchen -
Voir Communiqué -

4 Juillet.

Vote du Projet de loi au Sénat.
seance 1934.

Voir T.O.

55.

Closure —

de la Commission
Documents à consulter pour
question traitée
1933-1934.

Tranche 1934.

Voir Rapport Martin-Bisachen. Triclot 34.
Interruptions M^{re} M.B. Bergeon - J.O. 45-34.

Voir aussi projet le grand magasin d'art. -
en Finis 1933 - (abandonné)

Air.

Organisation M^{re} de l'Air -
li du 30 Juin 33

Rapport Malin - Air M^{re} Le Bail
~~pas de rapport de la C^{te} de l'Air.~~
Interruption de M^{re} Rio. (J.O. 1024)

Armée de l'Air
li du Juin 34

Rapport Malin.
Air Bergeon.
Interruptions de M^{re} Bergeon - (J.O.)

Circlis Militaires exceptionnels.
Défense des Côtes.

Aéro M^{re}

Rapport Bergeon-Machette.

J.O. 28 Juin - 34

Mission de M^{re} Tassin. Bergeon en aout 1933. (Voir PV Com)
(pas de rapport officiel. mais notes personnelles) N^o

Rapport Voir - notes sur audition C^{te} Landigue.

Voir audition du Ministre (21-F^o 1934) et correspondance Tassin.
(parties de l'histoire)

Défense des côtes.

1933. Vente des batteries de canons.

Air Bergeon.

1933. Portes Electes. Fin.

— Tassin.

1934. Circlis Militaires.

Air Bergeon.

J.O. 29 Juin 34

Budgets -

1933 -	{	Voir P. V. des réunions de C ^{ons}
		novembre - décembre 1933.
1934	{	4 interventions M. Rio 21 Finin.
		27 —
		8 Mai.
		12 Mai
1934	{	26 Finin. Intervention M. Rio.

Maroc -

{	-	Projet de voyage Mai 1933 - n'a abouti à un voyage sur le de GRASSE. (Voir Com ²)
	-	Mission Tine - M. B. Avril 1934 - (Voir Com ²). Voir
	-	Voir dernier - (une ⁴ envoyée par Amiral)

Personnel M.^r.

{	{	Recrutement de l'Armée de Mer	Rapport M. Bin.
		et Réserves	
{	{		Novembre
			Décembre 1932
			Voir T.O. 140 ^e 1932 -
{	{	Légion d'Honneur -	Voir Bugeon ¹ 1932 -

Disarmement.

{ Voir documents personnels.
1 Communiqué (n° 21) Finis. 1934.
1-4

Voir discussion ~~Budget~~ Tranche 1934.

TO. du 5 Trilch

Condition des Minis de (4 Trilch)

(voir Communiqué 47¹ 1934)

Combustibles liquides.

{ Voir "Credit Militaire".

Trin 34. aris Bergues.

{ Kachuth.